

Ontario

Appuyons les justes revendications des travailleurs de l'éducation et des enseignants



Rassemblement des travailleurs de l'éducation et les enseignants devant le congrès annuel des progressistes-conservateurs, 22 octobre 2022

- **Les travailleurs de l'éducation confrontent le gouvernement Ford**
 - **Le charabia antiscientifique du gouvernement de l'Ontario et des médias**
– K.C. Adams –

Ontario

Appuyons les justes revendications des travailleurs de l'éducation et des enseignants

Les revendications des travailleurs de l'éducation et des enseignants pour des salaires et des conditions de travail adéquats, pour le plafonnement de l'effectif des classes et pour des investissements globaux dans l'éducation contribueront à résoudre les problèmes que l'offensive

antisociale a engendrés et qui ont été exacerbés par les conditions imposées durant la pandémie.

L'inflation et le stress de la pandémie provoquent maintenant leur propre crise grave dans le système éducatif avec un manque de personnel et des problèmes sociaux plus importants pour les étudiants et les familles et, par extension, pour le personnel. Les travailleurs de l'éducation qui travaillent avec les élèves les plus vulnérables ont depuis longtemps atteint un point de rupture, la majorité d'entre eux gagnant moins de 39 000 dollars par an. De plus, ils sont mis à pied deux mois par an, sans salaire, pendant les vacances d'été. Nombreux sont ceux qui quittent maintenant la profession parce que leurs conditions de travail et leur rémunération sont inacceptables.



Les enseignants soulignent que pour rattraper les apprentissages manqués pendant la pandémie, la réduction de l'effectif des classes est décisive, tout comme un soutien humain individuel plus immédiat pour aider à cerner les problèmes et développer des solutions individualisées en temps réel. Cela implique d'utiliser les fonds publics pour prendre des mesures immédiates afin de résoudre ce problème qui est apparu à la suite des interruptions de l'apprentissage pendant la pandémie. Conserver le personnel de soutien scolaire et lui offrir un niveau de vie qui ne l'oblige pas à vivre dans la pauvreté contribueront à résoudre le problème immédiat de la pénurie de personnel.

Les applications en ligne ou les subventions pour les cours particuliers, comme le propose le gouvernement, sont de la poudre aux yeux et ne résoudront pas le problème. Ces propositions sont, en fait, une escroquerie pour détourner l'attention de ce que le gouvernement prépare pour payer les riches. Elles provoquent le chaos dans les écoles et on blâme ensuite ceux-là mêmes qui sont la solution.

Il est urgent que nous appuyions toutes les justes revendications des travailleurs de l'éducation et des enseignants !



Les travailleurs de l'éducation confrontent le gouvernement Ford

Les 21 et 22 octobre, les travailleurs de l'éducation de l'Ontario, représentés par le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (CSCSO), ont présenté leurs revendications directement aux députés provinciaux afin de faire entendre leur voix.



Rassemblement des travailleurs de l'éducation de la section locale 4400 du SCFP, à Etobicoke, le 22 octobre 2022

À Etobicoke, le 22 octobre, un grand rassemblement a eu lieu devant le congrès annuel du Parti progressiste-conservateur (PC) de l'Ontario, auquel ont participé des députés et des membres du parti. Prenant la parole lors du rassemblement, la présidente du CSCSO, Laura Walton, a déclaré aux manifestants que l'action visait à donner la parole aux travailleurs. « Nous sommes la population de l'Ontario et nous utilisons notre voix », a-t-elle dit, soulignant que la revendication des syndicats d'augmenter les salaires est une revendication de tous les travailleurs de l'Ontario pour des salaires qui ne les forcent pas à vivre dans la pauvreté. Elle a appelé tout le monde à transmettre le message à leurs collègues de tous les secteurs que cette lutte est celle de tous les travailleurs de l'Ontario. Dans un étalage des plus honteux d'arrogance, qui ne trompe personne quant à savoir qui défend le bien-être des étudiants, le ministre de l'Éducation, Stephen Lecce, a déclaré à propos du rassemblement que le syndicat « nous rappelle à tous qu'il imposera de plus grandes difficultés aux enfants, à la suite à des pertes d'apprentissage historiques et des problèmes de santé mentale ».



Rassemblement des travailleurs de l'éducation, à Etobicoke, le 22 octobre 2022

La veille, le vendredi 21 octobre, les travailleurs de l'éducation de Windsor ont tenu un

rassemblement devant une école primaire, puis traversé la rue jusqu'au bureau du député du Parti progressiste-conservateur de l'Ontario de Windsor-Tecumseh, Andrew Dowie. Avant la marche, une représentante des travailleurs s'est adressé à la foule et a expliqué la détérioration des conditions dans les écoles et la nécessité d'un financement et d'un soutien adéquats pour les élèves dans les écoles et pour les travailleurs qui comme elle assurent l'éducation. Un enseignant du secondaire a ensuite pris la parole, soulignant que pour les enseignants, leur combat ne fait qu'un avec celui des travailleurs de l'éducation et qu'il ne s'agit pas seulement de les appuyer. Il a souligné que le gouvernement Ford se prépare à utiliser la force pour attaquer les travailleurs de l'éducation et qu'il incombe à chacun de faire des plans dès maintenant pour se tenir tous ensemble lorsque cela se produira.



Rassemblement à Windsor, le 21 octobre 2022

(Photos : SCFP 4400, F. Hahn, SCFP 1358)



Le charabia antiscientifique du gouvernement de l'Ontario et des médias

– K.C. Adams –



Le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario (BRF) a publié un rapport sur la Loi 124, *Loi de 2019 visant à préserver la viabilité du secteur public pour les générations futures*, qui ne peut être décrit que comme une tentative de faire passer des vessies pour des lanternes. La Loi 124 a été décrétée par le gouvernement de parti cartellisé de Doug Ford en 2019. Ce décret attaque directement les salaires des travailleurs du secteur public de l'Ontario. Il impose un plafond de rémunération sur les augmentations salariales de 1 % par année sur trois ans, et cette période de trois ans débute après l'expiration de la convention collective couvrant les travailleurs concernés.

L'assaut direct du gouvernement contre les salaires de la classe ouvrière est aussi un assaut contre les services sociaux, dont les soins de santé et l'éducation. Les services sociaux sont des secteurs à très fort coefficient de travail, ce qui veut dire qu'une attaque contre les travailleurs qui fournissent ces services est une attaque aux services eux-mêmes. Cette réalité est clairement évidente dans le système de santé ontarien, qui est en crise.



Le gouvernement a lancé son attaque contre la classe ouvrière avec la Loi 124 sur la base d'une théorie antiscientifique. Il affirme que les salaires des travailleurs du secteur public sont un coût négatif pour le gouvernement et une ponction sur le trésor public. Cette théorie repose sur la notion absurde que les travailleurs du secteur public ne produisent pas de valeur pour la province et le peuple.

En fait, la grande majorité des travailleurs du secteur public, par leur temps de travail, produisent une valeur énorme, notamment en produisant des travailleurs instruits et en santé.

La valeur que les travailleurs des secteurs de la santé et de l'éducation produisent est incorporée dans la capacité de travail de personnes instruites et en santé. Par leur temps de travail, les travailleurs transfèrent cette valeur intégrée dans les biens et services qu'ils produisent.

Les employeurs des grandes entreprises impérialistes refusent de reconnaître la valeur sociale incorporée dans la capacité de travail des travailleurs qu'ils emploient. Ils refusent de payer pour cela même si la valeur sociale fait partie du prix de production de la capacité de travail qu'ils achètent. Sur le plan théorique autant que pratique, ils nient l'existence de cette valeur sociale. Leur refus signifie que les établissements publics responsables de la production de la valeur sociale doivent aller voir ailleurs pour être payées, principalement à partir de revenus gouvernementaux.

En refusant de réaliser (payer) la valeur sociale de la capacité de travail tout en acceptant d'être payés pour cette valeur lorsqu'ils vendent le produit fini que leurs travailleurs produisent, les employeurs s'emparent de la valeur sociale comme profit au-delà de la valeur ajoutée que les travailleurs produisent.

Le gouvernement et le BRF justifient cette arnaque et en disposent en déclarant que les salaires des travailleurs du secteur public sont un soi-disant coût. Par cette arnaque, les entreprises peuvent profiter de la valeur sociale reproduite qu'elles ne réalisent (ne paient) pas, et les employeurs peuvent intensifier leurs attaques contre la classe ouvrière par cette méthode mensongère voulant que les salaires sont un coût de production.

Les salaires et les avantages sociaux des travailleurs du secteur public sont le prix qu'ils reçoivent en échange de la vente de leur capacité de travail à leur employeur. Les travailleurs reproduisent ensuite ce paiement comme partie de la valeur nouvelle qu'ils produisent. La valeur qu'ils produisent par leur travail comprend la valeur sociale des programmes sociaux incorporée en eux et

reproduite dans les biens et services qu'ils créent.



Dans son rapport, le BRF déclare de façon tout à fait intéressée qu'il estime que la Loi 124 et son plafond des salaires du secteur public « permettra à la province d'économiser cumulativement une somme totale de 9,7 milliards de dollars en salaires et traitements des employés syndiqués et non syndiqués du secteur public de l'Ontario » entre son dépôt en 2019 et 2026-2027. Le rapport du BRF a été publié une semaine après les audiences de la Cour suprême où les syndicats contestent la constitutionnalité de la loi.

De toute évidence, le rapport vise à exercer une influence sur les procédures judiciaires avec ses projections sur les « épargnes » obtenues grâce à la loi et sur combien devra être remboursé

advenant qu'elle soit abrogée. S'il avait la moindre intégrité, le BRF dirait que cet argent a été volé des salaires non payés des travailleurs du secteur public. Ces sont eux qui produisent les 9,7 milliards de dollars de valeur et davantage encore, qui en retour devient partie intégrante de la valeur sociale incorporée dans des travailleurs en santé et instruits et qui est ensuite reproduite dans les biens et services qu'ils créent par leur travail en utilisant les forces productives.

Les entreprises qui emploient les travailleurs profitent injustement de cette valeur, tout comme s'il refusait de payer pour les biens et services fournis par toute autre entreprise au cours du processus de production, tout en vendant leur produit social à sa pleine valeur avec la valeur transférée volée dans le prix de vente.

Avec les pouvoirs de police de la Loi 124, le gouvernement n'a pas à payer les 9,7 milliards de dollars en salaires volés et peut s'en servir d'autres façons, comme le donner aux monopoles mondiaux de l'automobile ou des batteries dans des stratagèmes pour payer les riches. De toutes façons, les médias monopolisés se vantent de cette nouvelle attaque contre la classe ouvrière et y vont de grands titres dégoûtants dans leurs quotidiens. Le *Globe and Mail* s'époumonne : « La loi de plafonnement des salaires pourrait épargner 9,7 milliards de dollars à la province, selon un nouveau rapport. »

La Loi 124 de l'Ontario s'attaque directement aux droits et au mieux-être de près d'un million de travailleurs du secteur public. Elle dénigre également les services publics et les programmes sociaux dont dépendent le peuple et la société pour leur existence. Les travailleurs ne peuvent pas tolérer cette attaque contre leurs droits et le tissu social de leur société. Leurs actions pour exiger des augmentations de salaires qui sont convenables aux travailleurs qui font le travail sont une contestation en règle de la Loi 124. Des salaires plus élevés et des meilleures conditions de travail garantissent que les services sociaux sont constamment bonifiés et qu'on leur porte l'attention positive qu'ils méritent.

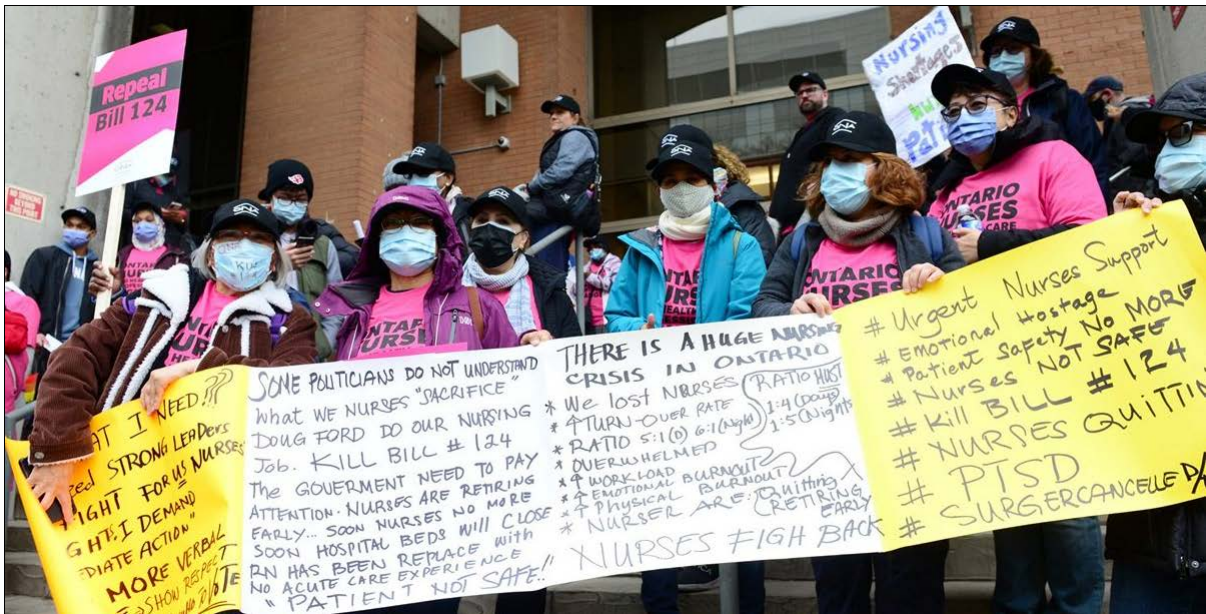
En plus de contester directement l'attaque du gouvernement contre leur droit à des salaires et des conditions de travail qui leurs conviennent, les travailleurs du secteur public doivent remettre en cause ce refus de réaliser la valeur que les travailleurs du secteur public produisent et exiger des comptes aux grandes entreprises qui ne paient pas pour la valeur sociale qu'elles consomment. Cette valeur est ensuite manipulée et utilisée pour promouvoir le grand mensonge que les salaires des travailleurs sont un coût pour la province.

Les travailleurs doivent aussi faire un examen approfondi du système politique de partis cartellisés

qui permet que les droits des travailleurs soient violés par les pouvoirs de police et que les programmes sociaux soient abandonnés. Les pouvoirs de police de la Loi 124 ont été lancés contre la classe ouvrière sur la base de mensonges et un semblant de respectabilité législative. Cette désinformation et ce faux-semblant doivent être démantelés et dénoncés.

En arrachant le masque souriant des pouvoirs de police et en exigeant que leurs droits soient respectés, y compris des salaires qu'ils jugent acceptables pour eux-mêmes, les travailleurs du secteur public se préparent et encouragent les autres travailleurs à participer à la réalisation des changements politiques historiques requis. Ces changements font en sorte que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui gouvernent leurs secteurs et la société directement avec de nouvelles formes économiques et politiques et qui exercent un contrôle sur toutes les affaires qui affectent leur vie.

Ensemble, luttons pour des salaires qui nous conviennent et non ceux qui sont dictés par le gouvernement !



(Photos : ONA, OCHU)



www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca